



**DECISION N° 2019-18 FIXANT LE MONTANT DE LA
COMPENSATION TARIFAIRE DU MOIS DE MARS 2019 DE
COMASEL SAINT-LOUIS DANS LE CADRE DE L'HARMONISATION
DES TARIFS**

LA COMMISSION DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

- Vu** la loi n° 98-29 du 14 avril 1998 relative au secteur de l'électricité, notamment ses articles 11 et 28;
- Vu** le décret n° 98-333 du 21 avril 1998 portant organisation et fonctionnement de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité ;
- Vu** le décret n° 98-335 du 21 avril 1998 relatif aux principes et procédures de détermination et de révision des conditions tarifaires ;
- Vu** le décret n° 2006-655 du 18 juillet 2006 relatif aux appels d'offres pour l'attribution des concessions d'électrification rurale ;
- Vu** l'arrêté Ministériel n° 7491 du 25 août 2008 portant attribution d'une licence de vente d'énergie électrique à l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) ;
- Vu** l'arrêté Ministériel n° 7704 du 28 août 2008 portant attribution d'une concession de distribution d'énergie électrique à l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) ;
- Vu** le Règlement Intérieur de la Commission adopté le 27 juin 2002 ;
- Vu** le Contrat de Concession signé entre l'Etat du Sénégal et l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) le 30 mai 2008 ainsi que son Cahier des charges ;
- Vu** la Décision de la Commission du 20 février 2004 relative aux tarifs de vente d'énergie électrique applicables par les détaillants indépendants titulaires de concession en milieu rural ;
- Vu** la Décision n° 2013-14 du 19 décembre 2013 de la Commission portant approbation des tarifs plafonds de vente d'énergie électrique applicables par Comasel Saint-Louis, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale (CER) Dagana-Podor-Saint-Louis aux conditions économiques du 1^{er} juillet 2013 ;
- Vu** la Décision n° 2017-06 du 28 avril 2017 de la Commission relative à l'approbation de la grille tarifaire de Senelec à compter du 1^{er} mai 2017 ;
- Vu** l'Avenant n° 1 au Contrat de Concession signé entre l'Etat du Sénégal et COMASEL Saint Louis le 16 novembre 2018 ;
- Vu** la Décision n° 2018-11 du 16 novembre 2018 de la Commission fixant les tarifs applicables par Comasel Saint-Louis ;
- Vu** la lettre n° CSL/DG/0014/2019 du 02 avril 2019 relative à la demande de compensation tarifaire de Comasel Saint-Louis ;
- Vu** la lettre n° 139 du 09 avril 2019 de la Commission transmettant le dossier de compensation à l'ASER ;
- Vu** la lettre n° 19/263/DOER/MSD/db en date du 23 avril 2019 de l'ASER, relative à la validation des données soumises par Comasel Saint-Louis.

Sur le rapport des Experts Economistes de la Commission,

Après avoir délibéré, le 31 MAI 2019

I. SUR LES FAITS

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 98-29 du 14 avril 1998 relative au secteur de l'électricité, la Commission de Régulation du Secteur de l'Électricité (CRSE) détermine la structure et la composition des tarifs applicables par les entreprises titulaires de licence ou de concession.

L'article 28 de ladite loi précise que la régulation des tarifs au Sénégal est basée sur le principe des prix-plafonds qui doivent garantir les niveaux de revenus jugés suffisants pour permettre au titulaire de licence ou de concession, opérant de façon efficiente, de couvrir ses charges d'exploitation, les amortissements des investissements, les éventuels impôts et taxes et d'obtenir un taux de rentabilité normal par rapport à une base tarifaire permise.

Sur cette base, la Commission a fixé, par Décision n° 2008-03 du 07 octobre 2008, les conditions tarifaires applicables par Comasel Saint-Louis, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale Dagana-Podor-Saint-Louis. Ces tarifs plafonds ainsi définis ont fait l'objet d'indexations aux conditions économiques du 1er juillet 2013, par Décision n° 2013-15 du 19 décembre 2013.

En 2017, le Gouvernement a pris la décision de procéder à l'harmonisation des tarifs sur l'ensemble du territoire national, dans le but d'assurer des conditions identiques d'accès et de facturation à tous les usagers de l'électricité quel que soit l'opérateur, sur la base des tarifs appliqués par Senelec.

Dans ce cadre, à l'issue des concertations, les parties ont signé, le 16 novembre 2018, l'Avenant n°1 au Contrat de Concession, qui prévoit que le manque à gagner et les coûts résultant de la mise en œuvre de l'harmonisation des tarifs seront compensés par l'État. Cet Avenant intègre en annexe les tarifs applicables par Comasel Louga, fixés Décision n° 2018-10 du 16 novembre 2018 de la Commission, suite à la mise en œuvre de l'harmonisation.

Il définit également, en son article 6, une procédure de paiement de la compensation qui prévoit que la Commission transmet la demande de compensation introduite par le concessionnaire à l'ASER qui doit se prononcer sur la validité des données, notamment le nombre de clients et les montants des compensations soumis, dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse de l'ASER, la Commission prend la Décision fixant le montant de la compensation sur la base des éléments fournis par le concessionnaire.

Comasel Saint-Louis, par lettre en date du 02 avril 2019, a transmis à la Commission une demande de compensation tarifaire d'un montant de 29,713 millions de FCFA, constitué de la compensation au titre de la composante énergétique pour un montant de 27,787 millions de FCFA et de la redevance tableau pour 1,926 million de FCFA, pour le mois de mars 2019.

Par lettre en date du 09 avril 2019, la Commission a transmis le dossier de demande de compensation à l'ASER, pour la validation des données et des montants soumis par Comasel Saint-Louis.

Par lettre n° 19/263/DOER/MSD/db en date du 23 avril 2019, l'ASER a validé les données soumises par Comasel Saint-Louis, conformément à l'article 6 susvisé.

II. ANALYSE DE LA COMMISSION

Les revenus de Comasel Saint-Louis, au titre de l'énergie facturée au mois de mars 2019, déterminés sur la base des conditions tarifaires de référence, s'élèvent à 68,866 millions de FCFA.

En application du tarif harmonisé, Comasel Saint-Louis a perçu au titre de la composante énergétique, un montant de 41,080 millions de FCFA entraînant un manque à gagner de 27,786 millions de FCFA pour le mois de mars 2019.

Ce montant est conforme à celui de la compensation de 27,786 millions de FCFA déterminé par la Commission avec la Formule de calcul de la compensation, définie à l'article 5 de l'Avenant n°1 au Contrat de Concession.

Le montant de la redevance tableau à percevoir sur la base des conditions de référence est de 5,070 millions de FCFA. L'application de la redevance tableau de Senelec se traduit par un revenu de 3,143 millions de FCFA, soit un manque à gagner de 1,926 million de FCFA pour le mois de mars 2019.

Ce montant est conforme à celui de la compensation relative à la redevance tableau soumis par Comasel Saint Louis.

Au vu de ce qui précède, la Commission approuve le montant des compensations soumis par Comasel Saint-Louis qui s'élève au total à 29,713 millions de FCFA pour le mois de mars 2019.

La Commission,



Décide :

Article premier

Le montant de la compensation due par l'Etat à Comasel Saint Louis pour la période allant du 1^{er} au 31 mars 2019 est fixé à 29,713 millions de FCFA hors toutes taxes.
Il est réparti ainsi qu'il suit :

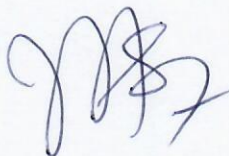
- 27,786 millions de francs CFA au titre de la composante énergétique ; et
- 1,926 million de FCFA pour la redevance tableau.

Article 2

La présente Décision est notifiée à Comasel Saint Louis, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale Dagana-Podor-Saint-Louis, et sera publiée au Bulletin Officiel de la Commission.

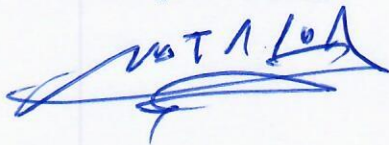
Fait à Dakar, le 31 MAI 2019

Ibrahima Amadou SARR



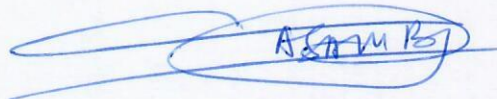
Président de la Commission

Moustapha TOURE



Membre de la Commission

Antou GUEYE SAMBA



Membre de la Commission